

Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22 novembre 2008. Première journée. Présentation générale.

**Est - Gauche : un couple mal assorti**

CHAUVIER, Jean-Marie

2008, 24 pages

Article disponible en ligne à l'adresse :

---

<[http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre\\_printemps\\_-\\_2\\_est\\_-\\_gauche\\_un\\_couple\\_mal\\_assorti.pdf](http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre_printemps_-_2_est_-_gauche_un_couple_mal_assorti.pdf)>

---

Pour citer cet article :

---

**Référencement** : CHAUVIER, Jean-Marie, « Est-Gauche : un couple mal assorti », in *Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22 novembre 2008. Présentation générale*, Bruxelles, CARCoB, 2008, [en ligne], <[http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre\\_printemps\\_-\\_2\\_est\\_-\\_gauche\\_un\\_couple\\_mal\\_assorti.pdf](http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre_printemps_-_2_est_-_gauche_un_couple_mal_assorti.pdf)>, (date de consultation).

---

Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22 novembre 2008  
Première journée - Présentation générale

**2.**

**Est – Gauche : un couple mal assorti**

Notre propos est d'explicitier ces notions souvent associées avant la chute du Mur de Berlin en 1989 : « pays de l'Est » et « gauches occidentales ». D'apporter quelques éclairages sur ce qu'ont pu être leurs rapports complexes et mouvementés, allant des amours contrariés aux alliances d'intérêts et aux ruptures. Nous avons pris comme principal repère temporel la période allant du milieu des années soixante – un temps de changements à l'Est comme à l'Ouest, dont les points d'orgue furent « Prague » et « Mai » 1968 – jusqu'au milieu des années 80 – seuil de la « Perestroïka » qui ouvrit la voie au démantèlement du système « de l'Est ».

Ce qui ne nous empêchera pas de remonter en amont de cette histoire. Notre souci est aussi, tant que faire se peut, d'éviter les anachronismes, les jugements a posteriori, soit de bien nous replacer dans le contexte, les ambiances, le langage de ces temps révolus, ceux de notre jeunesse...

**1. EST – OUEST, RETOUR À LA VEILLE DE 1968**

**1.1. Un autre temps**

Nous sommes donc à la veille de 1968. Un autre temps. Pas seulement décalé. Autre. Antérieur à la révolution technologique et culturelle, aux bouleversements socioéconomiques des années 70-80 du vingtième siècle, qui mènent au capitalisme néolibéral, à sa « mondialisation ».

La jeune génération peut-elle imaginer ? Un monde sans Internet ni téléphone mobile, sans iPod ni Playstation. Un temps où la pub n'interrompt pas les films à la télé, qui n'est pas encore devenue « la folle du logis ». Il n'y a pas profusion d'hypermarchés dans les villes et leurs périphéries. Pas de centaines de fromages dans les rayons des laiteries, ni de pommes calibrées aux normes européennes. La femme-objet n'est pas la proie de la réclame publicitaire. Les magazines n'étaient pas à tout vent les réussites de l'industrie du silicone. La circulation automobile est encore fluide, et nul ne lance d'alerte au CO2. Nous vivons dans une économie capitaliste de marché, soit, mais il n'est pas encore question de « tout-au-marché », ni de privatiser les services publics, de mettre en concurrence les écoles et les enseignements. Il y a peu de chômeurs. Le mot « crise » est absent, ou presque, de notre vocabulaire. Qu'il s'agisse de crise économique ou écologique. La conscience du « risque » (industriel, nucléaire, écologique) est à peine éveillée. Le « terrorisme international » ne défraie pas la chronique. Que l'on soit de droite ou de gauche, l'optimisme est de mise : nos enfants vivront mieux que nous n'avons vécu. Les progrès des sciences et des techniques en sont garants. La droite imagine un capitalisme toujours plus performant. La gauche projette les avancées du

progrès social. La « gauche de la gauche » est largement convaincue que des changements imminents vont ouvrir la voie au socialisme. Les communistes restent convaincus que « le communisme est la jeunesse du monde ». Une foi qui, depuis la déstalinisation en 1956, s'effrite<sup>1</sup>. Mais qui persiste, et se nourrit de nouveaux succès : le premier vol dans l'espace est soviétique en 1961, au moment même où la révolution de Fidel CASTRO et du « Che » GUEVARA rejoint la grande famille communiste. Laquelle fait des scores électoraux impressionnants en Italie et en France, en Inde et en Indonésie. Une vague de contestations ouvrières, étudiantes et de protestations contre la guerre du Vietnam se lève à travers les continents. Les années 60 marquent un bouleversement des rapports mondiaux et de nos sociétés comparable à ceux que nos (grands) parents ont connu après 1918 ou 1945. Avant et après « la catastrophe » des années trente. Et dans la foi d'un meilleur « après ».

### ***1.2. Deux mondes : différences et convergences***

Au plan international, c'est un monde de deux mondes, l'Est et l'Ouest, un troisième étant pêle-mêle situé au Sud, synonyme de sous-développement – on ne dit pas encore, plus poliment, « en voie de développement ». Deux systèmes socioéconomiques et politiques s'affrontent. L'un se dit « monde libre » et s'avoue rarement capitaliste, comme le désignent ses critiques. L'autre se dit « socialiste ». Pas « communiste ». Le « communisme », c'est pour l'avenir, quand l'abondance permettra de « répondre aux besoins sociaux » sans plus passer par la médiation marchande.

Autour des deux systèmes se sont formés deux blocs politico-militaires : le Pacte de Varsovie à l'Est, l'OTAN et d'autres alliances sous l'égide des États-Unis. Le bloc soviétique soutient des mouvements communistes et anticoloniaux à travers le monde et les régimes qui en sont issus. Le bloc occidental appuie les régimes dictatoriaux anticommunistes et divers mouvements d'opposition et de dissidence au sein des pays socialistes.

Entre les deux mondes, il y a aussi des ressemblances, certains auteurs – l'économiste américain John GALBRAITH et le physicien soviétique Andréï SAKHAROV – parlent même de « convergences » : le capitalisme apportant ses réussites matérielles et le socialisme son sens de la justice sociale, l'un et l'autre se fondant de plus en plus sur des « technostructures » intelligentes, échappant aux tyrannies de l'État et du Marché. Cette convergence est vue par d'autres comme un danger, celui des technocraties et, en termes de puissances, du condominium USA-URSS : « l'ère Vodka-Cola », redoutée par le syndicaliste Charles LEVINSON. Au début des années 70, au temps de la « détente » Est-Ouest, avant la relance de guerre froide de la fin des années 70, il semblerait que ce pronostic se confirme. En fait, d'une période à l'autre, selon les conjonctures, propagandes et médias mettent l'accent sur les convergences ou sur les oppositions entre systèmes. Il y a cependant de réels efforts, de part et d'autre, pour « contenir » la course aux armements. (...)

---

<sup>1</sup> Au XXe Congrès du PCUS, le rapport de Nikita KHROUCHTCHEV sur « les crimes de STALINE » a profondément traumatisé le mouvement communiste international.

### **1.3. « Anciens » pays de l'Est, « ancienne » gauche**

Le « deuxième monde », dit socialiste, est donc ancien. Disons des « gauches » qu'elles le sont aussi. Même si, de l'un et des autres subsistent bien des traces matérielles et idéelles.

« La gauche » telle que nous l'avons connue n'existe plus. Aux 19e-20e siècles, le socialisme, au sens large, était un anticapitalisme. Qu'il fut « réformiste » (social-démocrate) ou révolutionnaire (communiste, trotskiste, maoïste, gauchiste) son objectif affiché était, comme dans la « Charte de Quaregnon » du Parti Ouvrier Belge, la collectivisation des moyens de production. Un objectif commun à toutes les gauches qui devint, avec le temps, un bagage sémantique jugé plus ou moins démodé. La première grande rupture déclarée avec la tradition marxiste dominante dans la social-démocratie est signifiée par le Congrès doctrinal du SPD ouest-allemand de Bad Godesberg en 1959.

La social-démocratie s'était graduellement orientée vers les réformes à l'intérieur du système existant, dont le modèle fut le socialisme scandinave, puis, à l'époque néolibérale des années 1990-2000, vers la gestion qu'elle croit « plus équitable » du système.

Les PC ont soit accompli la révolution collectiviste d'État là où ils ont conquis le pouvoir absolu, jusqu'à leur chute finale de 1989-1991, soit pratiqué, dans les pays de démocratie libérale, une lutte pour des réformes « à perspectives révolutionnaires » et la gestion la plus sociale possible des municipalités. Ce qui les amenés, en dehors de diverses périodes « sectaires » et « gauchistes »<sup>2</sup> à pratiquer des politiques de larges alliances de « Fronts populaires » en 1936-1939, de résistances antifascistes et patriotiques sous l'occupation nazie, de gouvernements d'union nationale après la libération en 1945-47, d' « union des gauches » dans les années 1970-80.<sup>3</sup>

Seule une extrême-gauche restée très marginale (trotskiste, maoïste, ultragauche) a maintenu le cap, en Occident, sur une révolution rapide et radicale, et contre tout compromis avec la bourgeoisie et les directions socialistes – les PC étant précisément accusés de « compromission avec la social-démocratie ». Le trotskisme bénéficiait en outre d'une aura intellectuelle du fait d'avoir dénoncé le stalinisme du point de vue de l'héritage léniniste d'Octobre 1917, promu des analyses innovantes du néocapitalisme, comme celles du Belge Ernest MANDEL, économiste de renom et leader de la IVe Internationale, qui fut même incidemment publié en Union soviétique !

Les mouvements contestataires des années 60 – dont le « mai 68 » français – ont donné l'occasion aux extrêmes gauches et aux anarchistes de reprendre l'initiative contre les

---

<sup>2</sup> « Gauchisme » stalinien des années 1928-1933 dénonçant le « social-fascisme » des socialistes au même titre que le national-socialisme d'Adolf HITLER, au lieu de s'unir face au danger nazi, « sectarisme » antisocialiste de la période de guerre froide après 1947.

<sup>3</sup> En Wallonie, dans années 70, l' « Union Démocratique et Progressiste ».

PC. Mais l'issue du bouleversement a été, loin d'une « révolution sociale » annoncée, un changement culturel « assouplissant » l'ordre établi plus qu'il ne l'a ébranlé. Idéologiquement, le post-gauchisme est plutôt proche de l'esprit libéral-libertaire, synthèse des valeurs libérales de l'individualisme et de la libre entreprise et des idéaux libertaires de « désétatisation » de la société, d'émancipation de la tradition patriarcale, de « libération sexuelle » et de féminisme.

La fin du communisme d'État à l'Est, pour les communistes surtout mais également pour les autres gauches, y compris anticommunistes, a consacré la disparition d'une hypothétique « alternative au capitalisme ». La réalité universelle de ce dernier s'est imposée comme un fait incontournable, l'espoir d'un « dépassement à gauche » du socialisme réel s'étant lui-même dissipé. Pour paraphraser le secrétaire général du PC italien Enrico BERLINGUER en 1981, « la force propulsive de la révolution d'octobre 1917 s'est épuisée ». (...)

## **2. LES ANCIENS « PAYS DE L'EST »**

### ***2.1. Un amalgame abusif***

Qu'étaient ces anciens « pays de l'Est » où l'on situe aujourd'hui, sur les cartes, les Europe centrale, médiane, orientale, balkanique ?

« Pays de l'Est » est un amalgame abusif. De régions d'une grande diversité d'histoires, de civilisations, de cultures, de religions, d'États-nations récemment issus de l'effondrement, en 1914-18, des vieux empires allemand, austro-hongrois, russe, ottoman. Outre leurs singularités culturelles et religieuses, ces pays de l'Est européen aux confins du Moyen-Orient et de l'Asie, ont comme caractéristiques communes d'être des sociétés agraires, principalement structurées par des relations sociales de types féodal, latifundiaire, communal. Le capitalisme industriel et financier déjà très développé à l'Ouest, au tournant des 19<sup>e</sup> - 20<sup>e</sup> siècles, ne l'est que faiblement ou pas du tout à l'Est, qui se trouve dans une situation de périphérie dépendante.

### ***2.2. Après 1917 : l'Est partagé***

Un grand clivage a traversé l'Est après la révolution russe de 1917, qui détruit en URSS les traditions conservées en Europe médiane.

A l'Est de l'Est on voit en effet surgir après 1917 le système soviétique, ses deux révolutions agraires – le partage des terres en 1917 et leur collectivisation après 1927 – un régime d'industrialisation accélérée sous la férule de Joseph STALINE.

C'est une alternative au capitalisme tel qu'on l'a connu jusque-là, mais non à la civilisation industrielle qui s'accomplit en URSS comme ailleurs par l'expropriation et la surexploitation des paysans, l'exploitation du travail salarié, l'organisation « scientifique » du travail (du moins la tentative de l'introduire) et les grandes concentrations urbaines. Sans oublier le secteur esclavagiste du Goulag, qui n'est pas là que pour la

répression, et remplit en quelque sorte les fonctions qu'ont eues en Occident l'exploitation et l'asservissement des esclaves et des colonies.

Le socialisme soviétique, sous STALINE, se pose pour objectifs une croissance industrielle forcée, au prix d'une régression dramatique du niveau de vie qui rappelle « l'accumulation primitive du capital » des 18-19<sup>e</sup> siècles en Europe, mais exécutée en un laps de temps raccourci, et sans l'apport des colonies. À la différence de ce capitalisme primitif et des colonialismes, le régime stalinien organise cependant l'instruction générale et la promotion des couches les plus pauvres aux postes responsables. Non sans éliminer, lors des grandes purges, une partie des élites intellectuelles, scientifiques et militaires qui auraient pu rendre de grands services au pays.

À l'Ouest de l'Est s'installe, dans l'entre-deux guerres, le cordon sanitaire antisoviétique des pouvoirs conservateurs, fondés sur les structures foncières et sociales d'ancien régime, glissant la plupart vers l'ethno-nationalisme, le fascisme et la sphère d'hégémonie allemande ou italienne. Les régimes autoritaires de droite, qui dominent également au Portugal et en Espagne, respectent la propriété privée et les institutions de société civile, tout en cherchant à les mobiliser au service de l'État total. En ce sens, les fascismes, y compris dans l'Allemagne hitlérienne, sont moins « totalitaires » que l'URSS stalinienne. L'économie y est collectivisée, toutes les institutions sociales sont intégrées par le Parti-État, ce qui n'est pas le cas dans les régimes fascistes et nazi.<sup>4</sup>

A ce tableau, deux exceptions : la Tchécoslovaquie, du moins la Bohême-Moravie, indûment classée à l'Est, alors qu'il s'agit d'un pays industrialisé et doté d'institutions parlementaires à l'occidentale, pétri de culture centre-européenne. Le régime de l'entre-deux-guerres y est certes relativement autoritaire.

L'autre exception est la Pologne. Ce pays agraire, profondément catholique, est doté d'un régime autoritaire d'extrême-droite, sous le colonel BECK, qui aurait recherché l'entente avec l'Allemagne, si celle-ci n'avait dans ses plans la disparition de la Pologne en tant qu'État.

### ***2.3. La guerre sur le Front de l'Est***

La Guerre déclenchée sur le Front de l'Est par l'Allemagne est très spécifique : c'est une guerre d'anéantissement et de conquêtes coloniales.

Son but explicite, exposé par HITLER dans *Mein Kampf*, est l'aménagement d'un « Lebensraum » dans les territoires que possèdent la Pologne et l'URSS. L'objectif majeur de la guerre est en outre politique – détruire l'État soviétique – et racial – éliminer les Juifs, les Tsiganes et les « Untermenschen » slaves.

Les premières étapes de l'entreprise guerrière allemande sont :

---

<sup>4</sup> À supposer que ce concept de « totalitarisme » ait un sens et une certaine utilité.

- ❖ l'intervention en Espagne (1936-39) où elle affronte déjà des militaires soviétiques et les « Brigades internationales » d'initiative communiste, mais non les démocraties occidentales qui s'en tiennent à la « non-intervention » ;
- ❖ l'annexion de l'Autriche en 1938 ;
- ❖ le dépeçage de la Tchécoslovaquie, de concert avec la Pologne, la Hongrie et les forces fascistes slovaques, le tout dans la foulée des « Accords de Munich » signés en 1938 par la France et l'Angleterre avec Hitler et Mussolini.

- ❖ Enfin, le pacte MOLOTOV-RIBBENTROP (URSS-Allemagne) et ses clauses secrètes de 1939 permettent à HITLER d'attaquer à l'Ouest, la France et la Belgique (et bientôt l'Angleterre) tandis que Staline peut prendre le contrôle de l'Est de la Pologne<sup>5</sup>, des pays baltes et de quelques territoires roumains. La controverse n'est pas finie sur la question de savoir si, par ce Pacte, Staline entendait répliquer à une fin de non-recevoir des démocraties occidentales aux propositions soviétiques d'alliance antihitlérienne ou s'il avait opté de longue date pour un compromis avec l'Allemagne. Question dans la question : ce compromis était-il vu comme une politique à long terme, ou seulement comme une occasion, pour l'URSS, de gagner du temps avant l'inévitable affrontement ?
- ❖ L'URSS est envahie le 22 juin 1941. Pour les Allemands, l'État soviétique, le communisme, la Russie doivent disparaître et leurs populations être partiellement exterminées ou réduites en esclavage, en vertu des nécessités de la colonisation ou des obsessions racistes du régime nazi. Cette guerre à l'Est n'est d'ailleurs pas une « éventualité » ou une « erreur fatale » de l'Allemagne hitlérienne : elle est au cœur de son projet, qui plonge ses racines, également, dans les vieilles ambitions germaniques. Or, il s'agit aussi d'une croisade européenne, dans le prolongement d'une mobilisation, commencée dès 1917, de l'ensemble des forces de droite et d'extrême-droite. On ne peut comprendre l'URSS, ni même la Russie actuelle sans prendre en compte cette expérience : une menace et un début d'exécution de la mise à mort d'un pays et d'un peuple. Le sentiment persistera longtemps que l'existence même de la Russie en tant qu'État « ne convient pas » à l'Europe.

Lorsqu'elle attaque l'Union soviétique le 22 juin 1941, l'Allemagne nazie a pour alliés la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Croatie, la Finlande, l'Italie et la grande Albanie sous son influence, sans oublier les fascismes et les nationalismes des pays baltes, d'Ukraine occidentale, de la Bosnie musulmane et de toute l'Europe, d'où affluent les légions SS montant sur le Front de l'Est pour combattre le judéo-bolchevisme. Cette dimension « européenne » de l'agression est très peu perçue en Europe occidentale, mais elle n'a pas échappé à ceux qui l'ont subie.

Il y a un autre volet à la politique hitlérienne, c'est la destruction des Juifs d'Europe, entamée précisément en territoires soviétiques occupés, par fusillades dès juillet - août

---

<sup>5</sup> Du point de vue soviétique, il s'agit de « récupérer » des territoires biélorusse, lituanien et ukrainien conquis par la Pologne en 1918-20.

1941, avant le gazage industriel. Les nazis et leurs alliés et auxiliaires européens extermineront, dans les territoires soviétiques occupés, environ 1, 5 millions de Juifs, la quasi-totalité des Tsiganes, 2 millions de prisonniers de guerre soviétiques<sup>6</sup>, autant voire plus de populations civiles slaves des villages « résistants » et de Leningrad assiégée. Au total, les pertes humaines de la guerre s'élèveront, pour l'URSS, à 26-27 millions<sup>7</sup>. Sur un total de cinquante millions de morts de la deuxième guerre mondiale, la très grande majorité appartenait aux populations est-européennes et allemandes, plus de la moitié à l'URSS.

Au sortir de la deuxième guerre mondiale, la « Victoire sur le fascisme » ouvrit de vastes perspectives aux mouvements d'émancipation, mais les logiques de la « guerre froide » se chargèrent assez rapidement de les contenir.

Les révolutions socialistes, bénéficiant de soutiens populaires dans un premier temps, ont été imposées dans leurs modalités stalinienne par l'URSS et les PC locaux. Tandis qu'en Grèce, la résistance communiste était écrasée par une intervention militaire britannique. D'autres « restaurations de l'ordre » (occidental, colonial) allaient s'imposer par la répression et la guerre : en Algérie (dès le massacre de Sétif le 8 mai 1945), en Indochine, tandis que la création d'Israël – objectif sioniste de longue date mais aussi conséquence du génocide en Europe – allait se faire au détriment des populations arabes de Palestine. « Froids » ou « chauds », les affrontements n'allaient pas cesser avec « la Victoire de 1945 » qui, au-delà de l'écrasement des nazis, ouvrait la voie à une refonte des sociétés et de la géopolitique mondiale.

La lutte du « monde libre » contre le communisme, apparemment « suspendue » par l'alliance antihitlérienne, ne pouvait que reprendre, doublée désormais et parfois couplée avec la guerre aux « subversions » anticoloniales. Ce qu'on appelle « la guerre froide », à laquelle on rattache abusivement tous les conflits de la planète entre 1946 et 1991, n'est qu'un des aspects de l'épreuve qui met aux prises trois mondes en mouvement: le capitalisme reconstitué et modernisé après l'épreuve de la Grande Crise et de la Deuxième Guerre mondiale, le nouveau monde socialiste sous hégémonie (partiellement) soviétique, les mouvements d'indépendance et de décolonisation affectant les pays dépendants et dominés du Tiers-monde, qui ne sont pas seulement des « conflits instrumentalisés » par l'un ou l'autre bloc comme on le dit fréquemment, bien qu'ils recherchent naturellement des appuis côté soviétique.

#### ***2.4. « Camp socialiste » et guerre froide Est-Ouest***

C'est après la victoire sur le nazisme en 1945, que le terme « pays de l'Est » va prendre toute sa consistance politique, telle qu'on la connaîtra jusqu'à la chute du mur de Berlin en 1989, tout au long de la guerre froide.

---

<sup>6</sup> Cette estimation porte sur les prisonniers affamés et tués dans les zones d'occupation au cours de la première année de guerre, et non ceux qui trouveront la mort ultérieurement dans les camps nazis où ils seront déportés.

<sup>7</sup> Huit millions de combattants tombés sur les champs de bataille, dont plus de trois millions de prisonniers exterminés, environ dix millions de victimes civiles ( dont 1, 5 millions de juifs), le total des morts causés directement par la guerre dépassant les vingt millions. S'y ajoutent les victimes de la faim et des maladies, des répressions et déportations pendant la même période, et l'émigration, difficile à évaluer. On arrive ainsi à une estimation de 26-27 millions de pertes en vies humaines pour la seule URSS.

Il ne s'agit pas d'emblée ni exclusivement de la guerre froide et des deux blocs. Les sociétés ne sont pas seulement des pions sur l'échiquier des vainqueurs de 1945. La guerre et l'effondrement du nazisme ont entraîné des transformations sociales et de grandes espérances de changement à gauche, à l'Ouest comme à l'Est, avec ou sans Armée rouge. Au sud, d'autres mouvements se lèvent en vue de secouer le joug des puissances coloniales européennes. S'y ajoutent les soulèvements contre les dictatures que soutiennent les États-Unis. Réduire l'après-guerre au seul affrontement Est-Ouest est donc une simplification. Il y a partout luttes entre régimes conservateurs en tout genre et forces progressistes. La logique des blocs interfère avec, ou canalise ces luttes, mais ce n'est pas l'unique cadre de référence.

L'autodéfinition du système socialiste à l'Est est alors la propriété collective des moyens de production et d'échange, la planification centralisée de l'économie – en vue, théoriquement du dépérissement du marché – la « dictature du prolétariat » avec régime de parti unique et dans certains cas de pluripartisme sous-direction communiste.

La Yougoslavie fait bande à part. Son leader communiste Josip BROZ TITO s'est opposé à STALINE pendant la guerre : son mouvement de partisans yougoslaves, internationaliste, accomplit une réforme agraire et impose le pouvoir communiste alors que STALINE lui recommande de s'allier avec les royalistes serbes (les tchetniks) pour former une « démocratie populaire » pluraliste. Après la guerre, l'indépendantisme de TITO entraîne son exclusion du mouvement communiste. (Et la rupture avec les camarades albanais, qui suivent Moscou pour un temps). En 1952 TITO expérimente un système original de conseils ouvriers, participant à la gestion des entreprises, qui deviendra « autogestion » après 1965, à la faveur d'une véritable décentralisation économique et politique. (...)

### ***2.5. La déstalinisation***

STALINE mort, en mars 1953, ses successeurs dénoncent « ses crimes », démantèlent le Goulag, décentralisent l'économie, ouvrent la voie au dégel culturel et aux débats politiques – rapidement irréversibles – sur la nature du socialisme, ses voies nationales, les rapports avec le monde extérieur.

Le grand coup d'envoi de ce changement a lieu en février 1956, lors du XXe Congrès du PCUS. Le nouveau secrétaire général, Nikita KHROUCHTCHEV y prononce, après la fin officielle du Congrès, un rapport « secret » dénonçant « les crimes de STALINE ». Bien au-delà de ce réquisitoire (que la CIA révélera grâce à une fuite polonaise), c'est d'un tournant politique profond sinon très cohérent qu'il s'agit. D'où les nouvelles doctrines sur « les voies nationales au socialisme » (l'URSS n'est plus l'unique modèle à suivre) et sur la « coexistence pacifique entre systèmes différents ». (La guerre n'est plus inévitable, capitalisme et socialisme doivent coexister et entrer en compétition pacifique, c'est à qui satisfera le mieux les aspirations et les besoins des peuples) Au plan intérieur, il s'agit de dépasser le régime de priorité absolue à l'accumulation de moyens de production – infrastructures, industrie lourde – pour investir davantage dans la production agricole et celle de biens de consommation dont manque cruellement la

population. La perspective est, pour des peuples mobilisés et meurtris par l'industrialisation forcée et une guerre terrible, d'enfin pouvoir « goûter aux fruits de plusieurs décennies de sacrifices ».

La déstalinisation entraîne des réactions en sens divers en URSS, où elle est loin d'être unanimement acceptée<sup>8</sup>, et, dans le mouvement communiste international qu'elle traumatise, elle suscite des crises majeures en Pologne et en Hongrie, dont l'une se dénoue pacifiquement et l'autre débouche sur une tragédie. Une intervention militaire soviétique met fin à l'insurrection.

La déstalinisation apparaît comme une initiative d'en haut ponctuée de mouvements d'en bas : les révoltes du début des années 50 dans les camps staliniens en URSS, en 1953 en RDA et en Tchécoslovaquie, en 1956 en Pologne et en Hongrie. Que l'issue de ces crises soit pacifique ou violente, suivie ou non de nouvelles répressions, toutes vont déboucher sur des mesures de libéralisation économique et un dégel culturel.

### **3. LES CHANGEMENTS À L'EST : 1965 – 1985**

#### ***3.1. Le tournant « libéral » et modernisateur de 1965<sup>9</sup>***

Vingt ans après 1945, où en sommes-nous ?

Au milieu des années soixante, les pays de l'Est – certes à des niveaux de développements très inégaux – ont atteint un degré de modernisation qui les incite à décentraliser leurs systèmes économiques, à y réintroduire les « mécanismes marchands » que l'idéologie centraliste et anti-marchande de STALINE avait précédemment condamnés.

Sans cesser d'appartenir au monde rural, les sociétés de l'Est se sont affranchies des structures d'ancien régime, elles se sont largement développées en matière d'industries, d'éducation, de protections sociales.

Le cas tchécoslovaque reste singulier : ce pays déjà développé, en se voyant imposer le modèle stalinien axé sur l'industrie lourde et l'étatisation, va plutôt retarder sa modernisation. Relativement prospère dans les années 50, considéré comme « vitrine du socialisme », il doit faire face au début des années 60, à une crise de croissance.

Le système bureaucratique inhibe en effet les innovations que stimulent le capitalisme et le marché à l'Ouest. La reconstruction d'après-guerre en URSS se fait sur base des technologies anciennes. La direction planifiée de l'économie néglige des secteurs de pointe tels que la chimie et l'électronique. L'énorme appareil bureaucratique engendré par le centralisme décourage les initiatives de rationalisation qui, pourtant, émanent des cadres techniques et des ouvriers. Le réquisitoire de ces « blocages » est déjà largement

---

<sup>8</sup> Peu connue, une révolte contre la déstalinisation éclate en Géorgie. Elle est principalement motivée par le fait que STALINE était géorgien et que sa condamnation semble porter atteinte à l'honneur de la nation. « Pro-stalinienne », la révolte est surtout nationaliste.

<sup>9</sup> « Libéral » dans le sens d'extension des libertés économiques et sociales, voire politiques.

dressé, en 1965-68, par les économistes soviétiques partisans de réformes, alors que le « besoin de changement » n'est pas vraiment et largement ressenti par la population.

### **3.2. De la réforme soviétique (1965) au « Printemps de Prague » (1968)**

Le Rubicon de cette première étape du changement est donc franchi au milieu des années 60, avec la réforme en URSS et ses équivalents en Yougoslavie puis en Hongrie, en Tchécoslovaquie. Des réformes qui vont entraîner l'importation d'Occident de technologies, de modes d'organisation du travail et de consommation. Mais aussi une idée de la « démocratie » qui, en Tchécoslovaquie en 1968, ébranle tout le système...et met en branle les chars du Pacte de Varsovie.

Leurs objectifs initiaux consistent à réactiver les mécanismes de marché dans l'économie, à doter les entreprises d'un statut relativement autonome, à inciter leurs cadres et leurs travailleurs à la rentabilité et à la réalisation de bénéfices en partie réinvestis dans l'autofinancement et les services sociaux. Mais au-delà, ces réformes ouvrent un espace de débat stimulant des aspirations contradictoires.

Les directeurs vont exiger plus d'autonomie, les travailleurs de meilleurs salaires et des conventions collectives enrichies, voire un droit de regard sur la gestion des entreprises. La question de l'autonomie syndicale est soulevée, sans succès.

On voit déjà l'esquisse d'une technocratie de managers qui, plus tard, voudra secouer la tutelle du Parti et briser le cadre contraignant de la propriété collective et du Plan d'État, sous l'influence croissante du monde occidental. C'est en Tchécoslovaquie en 1968 que l'évolution est la plus radicale et la plus politique. La réforme devient, à l'initiative de la nouvelle direction du parti en janvier 1968, une démocratisation. Une réforme connue sous le nom de « Printemps de Prague ». C'est une brèche par où vont s'engouffrer la revendication des libertés intellectuelles et, plus tard, celle des conseils de travailleurs candidats à l'autogestion. Un vaste mouvement culturel a préparé ce tournant. Rien de très homogène, certes : les intellectuels et les « libéraux » du Parti se satisferaient bien des nouvelles « libertés d'expression » et d'un parlementarisme à l'occidentale, alors que les conseils de travailleurs, impulsés par nombre de communistes de la base, veulent faire pénétrer la démocratie sur les lieux de travail, dans les relations sociales – au-delà de ce que visent les réformes d'Ota ŠIK, cherchant à concilier les « lois du marché » et une planification centrale plus efficace en y associant des « conseils de travailleurs » à vocation plutôt consultative. Il n'y a donc pas de « Printemps de Prague » univoque. Ce qu'y cherchent les « intellectuels libéraux » ou les technocrates n'est pas ce qu'en espèrent de nombreux travailleurs.

L'intervention militaire d'août a brisé cette recherche d'un nouveau modèle de socialisme. Dans le même temps, elle a vidé la réforme en URSS de toute substance politique. Le « danger de Prague » est bien perçu à Moscou ! Le gel des réformes se traduit par une nouvelle vague de répressions et de longues années de stagnation

politique, illustrée par la « normalisation » en Tchécoslovaquie – un immobilisme paroxystique alors que d'autres pays de l'Est évoluent en ordre dispersé, la Pologne vers une modernisation accélérée sans démocratie, la Roumanie vers la tyrannie nationaliste de CEAUSESCU, la Yougoslavie vers une décentralisation croissante, la Hongrie progressant lentement dans la voie des réformes marchandes, de sorte qu'elle apparaîtra comme « la mieux préparée » à l'avènement d'une économie de marché dans les années 1990.

### ***3.3. De la stagnation brejnévienne (1968 – 82) à l'avènement de Mikhaïl GORBATCHEV (1985)***

La stagnation brejnévienne ne met pas totalement fin à la modernisation et même à l'occidentalisation de l'URSS, ni à la montée de la Puissance, bien qu'elle sape, à terme, ses capacités d'innovation et, finalement, de croissance et de puissance confrontée à la concurrence militaire du bloc occidental, plus performant.

La clé de la modernisation brejnévienne est l'importation d'usines clé sur porte, de nouvelles technologies, mais sans mise en place de réformes qui permettraient de diffuser ces technologies, qui impliqueraient des changements dans le mode d'organisation du travail et de la production. Le taylorisme est bien d'application en URSS, mais jamais les chaînes ne fonctionnent au rendement « occidental ». C'est ce que remarqueront les ingénieurs de Fiat venus installer les chaînes qui produisent en URSS la Lada. L'usine soviétique est moins disciplinée et disciplinaire que l'occidentale. L'organisation du travail est très relâchée. Il y a beaucoup d'absentéisme. Les employeurs ne peuvent licencier les effectifs « en surplus ». (Deux à trois fois plus d'employés que dans une entreprise occidentale comparable). Ils s'en plaignent, de même que de la charge sociale des entreprises : elles doivent s'occuper, avec les syndicats, de la santé, des vacances, des jardins d'enfants, « toutes choses qui ne relèvent pas de la rationalité économique ».

Les ouvriers quittent volontiers leurs emplois pour aller vers des entreprises qui leur offrent de meilleures conditions sociales – ce ne sont pas tellement les salaires qui comptent que les logements ou les places dans les jardins d'enfants, les soins médicaux et les possibilités de vacances en villégiatures syndicales, bref l'offre de biens sociaux que dispensent les entreprises quand elles en ont les moyens. Or, l'un des effets des réformes des années soixante est d'avoir accru ces moyens : les entreprises performantes peuvent prélever sur leurs bénéfices des sources de financement de leurs œuvres sociales. Les années BREJNEV voient aussi l'extension dans les campagnes, à la paysannerie, d'une sécurité sociale à laquelle elles n'avaient pas accès précédemment. Ces années-là – de modernisation et de progrès sociaux sans réformes – sont aussi celles d'un afflux de pétrodollars grâce auxquels le pays peut vivre dans le court terme, sans trop se soucier de l'avenir. Voilà qui explique que beaucoup d'anciens Soviétiques regrettent ces années-là, les années 60-70 marquées par la paix et les progrès sociaux. (La « paresse » et le « laisser-aller », diront plutôt les réformateurs libéraux) (...)

Le moment de vérité viendra lorsque l'Union soviétique, épuisée par la course aux armements (début des années 80) de plus en plus entravée par l'inefficacité de son

système productif, réduite à la stagnation économique (1981) verra également chuter la manne pétrolière, le prix du baril. (1986) (...)

Au début des années 80, l'économie soviétique entre en décroissance et en crise systémique. Léonid BREJNEV meurt en 1982. Son successeur à la tête du parti-État soviétique, Youri ANDROPOV, amorce des réformes mais meurt presque aussitôt. Un « pape de transition » âgé et malade le remplace, Constantin TCHERNENKO, qui gèle la situation en 1984, le temps que la direction gérontocratique de l'URSS se décide à désigner un « jeune » de 52 ans pour prendre en mains les destinées du pays. Il s'appelle Mikhaïl GORBATCHEV, est élu secrétaire général en mars 1985, et lance la politique réformatrice dite de « Glasnost » (le fait de rendre public, de libérer l'information et la parole) et de « Perestroïka » (Reconstruction du système économique, social, politique).

Dès cette année-là, son conseiller Alexandre IAKOVLEV, nommé responsable à l'idéologie, a mis au point un projet, tenu secret, de démantèlement complet du système soviétique. Ce à quoi n'osent pas songer, en 1985, la plupart des dissidents et opposants, ni les adversaires les plus résolus de l'URSS en Occident. (...)

### ***3.4. De la contestation socialiste à la dissidence***

L'échec ou le blocage de la réforme démocratique du socialisme en 1965-68 fera surgir à l'Est une contestation interne qu'on appellera « dissidence ». On la présente volontiers aujourd'hui sous l'appellation de « résistance au communisme » ou d'« anticommunisme ». Il semblerait que la qualité d'« anticommuniste » soit devenue, de nos jours, une référence obligée. Ce n'était pas le cas en ces temps reculés : nombre de dissidents prenaient soin de préciser qu'ils n'étaient pas « anticommunistes ». Or, la contestation à l'Est se réclamait largement, au départ, des idéaux communistes ou de la volonté d'améliorer le système. D'autres courants se développent : libéraux, chrétiens-démocrates, nationalistes. La dissidence aura de plus en plus une inspiration humaniste et légaliste. Elle ne met pas nécessairement en cause « le système », mais exige au moins l'application des garanties démocratiques prévues dans les lois et Constitutions et, au-delà, dans les Accords d'Helsinki que signent en 1975 l'Union soviétique et ses alliés.

Au-delà de la critique et de la contestation interne au régime ou marginale, une nouvelle « dissidence » s'avère franchement politique, à visage découvert.

Il existe, dans les années 60, des auteurs vraiment dissidents, réprouvés et réprimés, tels le poète Iossif BRODSKY, condamné en 1962 pour « parasitisme », les écrivains Andréï SINIAVSKI et Youli DANIEL, condamnés en 1966 au terme d'un procès qui va s'avérer le premier d'une nouvelle série<sup>10</sup>. Mais ils ne font pas partie du mouvement qui va porter, ultérieurement, le label de la « dissidence » au sens désormais politique du terme. En effet, il y a une acception historique restreinte du terme « dissident », propre à cette période post-68 à l'Est : les dissidents, dans cette période, sont d'abord ces contestataires qui, renonçant après 1968 au projet de réformer le socialisme, s'engagent

---

<sup>10</sup> Le procès SINIAVSKI-DANIEL a provoqué la surprise et la protestation de plusieurs PC occidentaux et de leurs représentants, tels Louis ARAGON en France et Jean TERFVE en Belgique.

dans la voie de la défense des droits civiques, sur base des lois et Constitutions et, surtout, des accords d'Helsinki signés par les états du bloc soviétique en 1975.

En Pologne, situation exceptionnelle, le mouvement syndical national « Solidarnosc » fait converger la révolte sociale, la tradition catholique et le nationalisme polonais dans un rejet massif du régime et de la domination soviétique. Or, l'Eglise en Pologne – à la différence des forces religieuses dans les autres pays socialistes – n'a jamais cessé d'exercer une sorte d'hégémonie idéologique dans la société. A fortiori après 1968, lorsque les intellectuels de gauche marxistes ont été « purgés » au sein du parti.

En Tchécoslovaquie, la dissidence est d'abord incarnée par les opposants communistes et socialistes exclus du pouvoir après l'écrasement du Printemps de Prague. Par la suite, il s'agira d'une opposition en exil, représentée par Jiri PELIKÁN, et d'un mouvement interne pour les droits civiques, la Charte 77, dont des figures de proue sont notamment Jaroslav ŠABATA, Petr UHL et Václav HAVEL, futur président de la république tchèque. Dans le cas tchécoslovaque de 1969 à 1989, la coupure entre le pouvoir et l'intelligentsia critique semble avoir été la plus hermétique.

En URSS, les dissidents sont très marginaux mais pas sans influences en haut lieu. L'appel d'Alexandre SOLJÉNITSYNE à « ne plus vivre dans mensonge » deviendra un leitmotiv pour ceux qui ne supportent plus le mensonge, les idées d'Andrei SAKHAROV, de l'historien Roy MEDVEDEV, plus encore des économistes et sociologues mis sur une voie de garage en Sibérie ou ailleurs, mais demeurés actifs et subversifs, formeront la trame des discussions aux origines de la Perestroïka de GORBATCHEV. Sans négliger, bien sûr, tout l'apport des cadres, économistes, diplomates, les élites économiques, scientifiques et diplomatiques, voire du KGB, où se recrute la pépinière des réformateurs qui vont monter au créneau à la fin des années 80.

La déstabilisation de la Pologne et du bloc de l'Est est aussi l'œuvre du Vatican, de JEAN-PAUL II qui, avec les États-Unis et le président Ronald REAGAN d'une part, les moudjahidine d'Afghanistan de l'autre, ébranlent comme jamais la puissance soviétique et précipitent la crise en son sein. L'œuvre d'un stratège tel que Zbigniew BRZEZINSKI, conseiller de Jimmy CARTER, qui « piège » les Soviétiques en Afghanistan en soutenant les rebelles (dont un certain BEN LADEN) auxquels les États-Unis fournissent des armes...soviétiques puisées dans les arsenaux d'Égypte et d'Europe centrale. L'administration REAGAN s'active également dans le soutien à « Solidarnosc » et aux émigrés nationalistes ukrainiens. (...)

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est une goutte de pétrole. La hausse du prix des hydrocarbures, au milieu des années 70, avait permis au régime brejnévien d'accorder des hausses de salaires et de nouvelles protections sociales alors que la productivité et les rendements au travail stagnaient. La chute brutale des cours en 1985-86 enlève au pouvoir soviétique cette ultime ressource.

C'est le moment, très défavorable, où GORBATCHEV entame ses réformes définies d'abord comme « accélération » du progrès économique (par l'investissement de modernisation) ensuite, dès 1985 et lors du 27<sup>e</sup> Congrès du PCUS en mars 1986 comme

« reconstruction » (Perestroïka) de toute la vie économique, sociale, intellectuelle du pays, une perspective inimaginable quelques années auparavant.

GORBATCHEV l'entame, cette « réforme radicale », alors que se précisent les désastres de l'irresponsabilité écologique, dont la catastrophe de la centrale nucléaire de Tchernobyl en avril 1986 et l'assèchement de la mer d'Aral en Asie centrale sont de tragiques aboutissements.

L'URSS dégage alors un parfum d'apocalypse à laquelle ne manque plus qu'une nouvelle catastrophe : le tremblement de terre de 1988 en Arménie. Autre démonstration de l'incurie bureaucratique et de la débâcle de l'armée qui, la même année, revient bredouille d'Afghanistan, sur décision du Kremlin, conscient de ne plus pouvoir maintenir la domination de l'URSS dans cette région d'Asie centrale ni probablement dans sa zone d'influence européenne.

Un moment où, pourtant, la puissance soviétique est encore loin de l'effondrement qu'elle connaîtra, au plan économique et social, en 1989-98. Il suffira, à la fin des années 90, de dresser l'inventaire des régressions sur de multiples fronts – productions industrielle et agricole, investissements de modernisation, santé publique, retour de maladies infectieuses, pandémie alcoolique, inégalités sociales, pauvreté de masse – pour comprendre, à posteriori, qu'au moment de sa crise finale, au milieu des années 80, l'Union soviétique est encore loin d'avoir « touché le fond » !

Le temps de la « grande retraite » a commencé, alors qu'une société s'est mise en mouvement. D'abord au sein des institutions et des zones de permissivité du régime– la « grogne » s'exprimant dans la presse et son courrier de lecteurs, la défense des villages par les écrivains « des terroirs », la contestation de la politique environnementale par des milieux scientifiques et de « protection de la nature »– ensuite au sein de groupes « informels » de jeunes, de partisans de réformes, dans les domaines de l'écologie, de l'éducation, de la musique. La vague du nouveau rock soviétique des années 80, conjuguée à celle plus ancienne de la chanson d'auteurs révèle une nouvelle génération qui, politiquement, n'est plus « pour » l'ordre établi ni vraiment « contre », mais « ailleurs ».

On dira parfois qu'en 1985, le changement vient « d'en haut » et que la société ne l'attend pas ou n'est pas « mûre »...ni d'ailleurs consciente des bouleversements qui l'attendent.

Les idées politiques et les projets de réforme viennent en effet du sommet du pouvoir et des élites économiques et scientifiques, de sorte qu'on ne peut dire que la masse de la population ait jamais accompli « une révolution » au sens où elle aurait voulu abattre le système soviétique. Un tel souhait n'existait pas<sup>11</sup>. Mais bien le désir confus de changement, l'appel aux libertés d'expression et d'initiative sociale ou individuelle.

---

<sup>11</sup> Sauf les mouvements nationaux des pays baltes, de Moldavie et de Transcaucasie revendiquant l'indépendance nationale.

Ce désir de changement apparaîtra avec plus de force et parfois de contenus politiques dans d'autres pays de l'Est. C'est le cas en Pologne bien sûr, où une grande partie de la société est en opposition avec le régime, en Tchécoslovaquie où le mécontentement est plus sourd, en RDA où des milliers de gens « votent avec leurs pieds » en fuyant vers l'Ouest, en Roumanie, où les frustrations et les humiliations vont bientôt s'exprimer dans la violence. Et qui peut alors deviner ce qui se passe dans l'hermétique Albanie ?

Les aspirations contrastées de différents groupes sociaux montrent que le consensus (ou la soumission contrainte) des décennies précédentes ne tient plus la route. La situation est « révolutionnaire » au sens où LÉNINE la définissait : quand ceux d'en bas ne veulent plus vivre comme avant, quand ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme précédemment.

La « modernisation de rattrapage » de type soviétique avait atteint ses limites. Mais elle avait aussi généré les conditions et les acteurs de la transformation qui allait suivre, brutale et chaotique, mais pas vraiment improvisée. De sorte qu'il ne suffit pas de parler de « rupture » (de 1989-91) et d'« effondrement ». Encore faut-il voir la « transformation » amorcée de longue date, la « métamorphose » des élites, les « contraintes extérieures » à la réintégration du capitalisme. En ce sens, la « mondialisation » n'est pas seulement l'effet de la disparition du monde dit socialiste, elle en est aussi l'une des causes.

#### **4. LES ANCIENNES GAUCHES FACE À L'EST**

Les rapports Est-Gauche présentent, simultanément et/ou successivement, six caractéristiques : les solidarités plus ou moins critiques, les divisions parmi les communistes, les conversions de gauche à l'anticommunisme radical, les ambivalences, les nouvelles critiques de gauche (après 1968), les ruptures et l'éclatement final du mouvement communiste. Cette dernière partie ne prétend couvrir l'Histoire du mouvement communiste, mais seulement celle de ses rapports, ainsi que d'autres courants de gauche, avec le « modèle soviétique ». Ce faisant, il sera forcément question de plusieurs moments cruciaux de l'Histoire des communismes au vingtième siècle.

##### ***4.1. Les solidarités plus ou moins critiques***

Historiquement, pour les communistes et une grande partie de la gauche progressiste, antifasciste, ou « de libération » dans le tiers-monde, les rapports avec l'URSS dès 1917 et les États de l'Est après 1945 sont d'abord une Histoire d'idéaux et de combats communs. Ou, du moins, d'une forte convergence d'intérêts. Malgré des divergences croissantes.

La Russie soviétique des débuts, assiégée par les forces hostiles, et une partie des gauches se sont entendues pour défendre la révolution russe, voire s'en inspirer et développer d'autres tentatives de « pouvoirs des soviets », de conseils ouvriers, d'autogestion, de républiques sociales délivrées des liens féodaux ou capitalistes. Même des anarchistes hostiles à l'autoritarisme bolchevique ont soutenu la révolution et tenté d'adhérer à la III<sup>e</sup> Internationale communiste. Mais l'écrasement de la révolte libertaire de MAKHNO en Ukraine puis des marins de Kronstadt en 1921 mettent rapidement fin à

ce rapprochement qu'avait encouragé LÉNINE. Les communistes « conseillistes » (pour les soviets sans tutelle du parti) et « gauchistes » (hostiles à l'action, préconisée par Lénine, au sein des syndicats sociaux-démocrates et des parlements bourgeois) rompent également avec l'Internationale. Ces premières ruptures n'entament que très peu l'immense enthousiasme qu'a soulevé la révolution d'Octobre au sein du monde ouvrier et de milieux intellectuels et artistiques séduits par l'avant-garde russe.

Le grand mythe soviétique – la société sans classes en voie de réalisation, les succès d'une économie « sans patrons », l'« amitié des peuples » victorieuse des xénophobes et du racisme, plus tard la « Victoire sur le fascisme » - ce mythe a lui-même insufflé idéaux, optimisme et énergie à des centaines de millions de gens aux prises, à travers le monde, avec l'exploitation, l'oppression, le fascisme. Cette force des idéaux permet aussi de comprendre la violence des désillusions lorsque la politique soviétique ne répond pas aux attentes (le Pacte germano-soviétique de 1939), la radicalité du désespoir lorsque ce « grand mythe » et la réalité du camp socialiste disparaissent de l'horizon en 1989. (...)

#### ***4.2. Les divisions parmi les communistes (au sens large)***

Les communistes de la III<sup>e</sup> Internationale (formée en 1919) avaient adhéré à la révolution russe et à la cause soviétique. Les sociaux-démocrates les ont refusées. Les anarchistes (ou communistes libertaires) ont rompu avec le pouvoir soviétique dès sa dérive autoritaire<sup>12</sup>. Les trotskistes (partisans de TROTSKI, exclu du parti bolchevik en 1927) ont refusé la stalinisation du communisme. La tutelle de STALINE et de Moscou fut rejetée par la Yougoslavie de TITO en 1948. Les scissions ultérieures seront celles des maoïstes puis des eurocommunistes, sans oublier les « dissidences » en sens divers, en URSS et dans les pays de l'Est. (...)

C'est à gauche qu'ont surgi les critiques les plus élaborées du bolchevisme et du système soviétique et ce, dès le lendemain de la révolution de 1917 : celles des anarchistes et des communistes « conseillistes » (ultragauche), celles de la social-démocratie et des austromarxistes (après la mort de LÉNINE en 1924) celle des partisans de TROTSKI s'opposant à STALINE en tant que « bolcheviks-léninistes ». Critiques certes très divergentes : c'est contre la révolution elle-même que se lèvent les sociaux-démocrates, c'est au nom d'une révolution plus radicale mais contre le bolchevisme que se dressent les anarchistes et l'ultragauche qualifiant les adeptes de LÉNINE de « fascistes rouges », c'est en défense de la révolution et de LÉNINE que les trotskistes dénoncent « le stalinisme ». (...)

Après la déstalinisation, une évolution profonde marque les pratiques, sinon toujours les doctrines explicites des PC occidentaux.

Pour dire les choses très sommairement... Les transformations révolutionnaires qu'ils envisagent ne comportent plus de collectivisation totale, mais seulement la nationalisation des secteurs-clé et la planification démocratique. La classe ouvrière qui en sera l'acteur principal ne peut établir sa « dictature du prolétariat », mais s'allier aux

---

<sup>12</sup> En Ukraine, en 1918-20, le mouvement libertaire de Nestor MAKHNO et des communes de paysans autonomes ont tenté d'incarner un « pour un pouvoir des soviets » hors de l'hégémonie d'un parti politique.

autres couches populaires – paysans, artisans, petits entrepreneurs, qui trouveront leur place dans la société socialiste. Il ne peut plus être question de « parti unique ». Le pouvoir des travailleurs et de leurs alliés devra cependant se défendre, disposer d'un état, donc d'un appareil répressif vu que – pas d'illusion- la bourgeoisie capitaliste ne fera aucun cadeau et usera de tous les moyens pour briser le changement révolutionnaire. On vient encore de le voir au Chili. Les communistes ne forment une « avant-garde » que s'ils sont reconnus comme tels par les masses populaires. En cela, ils se distinguent radicalement des « gauchistes » (et des communistes sectaires qu'ils furent précédemment), soit des avant-gardes autoproclamées qui divisent sans cesse au nom de la pureté idéologique au lieu d'unir les gens dans les luttes. Les communistes ont à apprendre des autres, ils ne détiennent pas LA vérité. Ils respectent les croyances religieuses, bien qu'ils restent athées et laïques : les chrétiens ont leur place dans le parti. Il ne peut y avoir de dogme officiel en matière artistique. Toutes ces options qui différencient nettement les communistes occidentaux de leurs camarades de l'Est n'empêchent qu'ils restent solidaires des pays socialistes de l'URSS. Parce qu'ils ont montré la voie les premiers et constituent une force d'appui indispensable. Le principe de la non-ingérence par lequel chaque parti revendique désormais le droit de déterminer « sa propre voie vers le socialisme » implique qu'à son tour le parti « ne se mêle pas des affaires des camarades » soviétiques ou tchécoslovaques. Mais nul n'ignore – et c'est là que le bât blesse- que « les camarades soviétiques » ne respectent pas ce beau principe là où ils disposent du pouvoir et ...de troupes d'occupation.

#### ***4.3. Ambivalences : même au sein de la gauche « antisoviétique », on est parfois fasciné par l'URSS***

Lors de la guerre froide, les socialistes, tel le Belge Paul-Henri SPAAK ont clairement pris le parti de l'OTAN, dont SPAAK devint le secrétaire général. La social-démocratie – dont le principal parti, en RFA, abandonna ses références marxistes lors du Congrès de Bad Godesberg en 1959 – se liait organiquement aux États-Unis et au bloc militaire occidental. A la même époque, la CIA, par l'intermédiaire d'Irving BROWN, « travaillait » activement le syndicalisme européen, et plus spécialement la CGTForce Ouvrière en France. Les sociaux-démocrates avaient « choisi leur camp ».

Mais même parmi les socialistes, et les militants syndicaux (de la FGTB en Belgique) il y a encore des courants de sympathie prosoviétique, sensibles en milieu ouvrier, où le souvenir reste vivant des luttes communes, des Fronts populaires, de la solidarité avec l'Espagne républicaine, de la résistance antinazie. Communistes et socialistes se retrouvent ensemble (fût-ce en désaccord) dans la lutte contre LÉOPOLD III en 1950, la grève générale contre la Loi Unique en 1960. De nouveaux rapprochements s'esquisseront après l'appel (sans lendemains) de Léo COLLARD en 1969 en faveur « rassemblement des progressistes ».

Il est vrai que les points de convergence sont fragiles et que l'opposition entre communistes et socialistes ne cesse pas, précisément, à propos de l'URSS. Cela se vérifie spécialement au lendemain de l'affaire tchécoslovaque lorsque le PCB, d'une réprobation nette de l'action militaire du Pacte de Varsovie, évolue quelques mois plus tard vers un

entérinement de la normalisation husakienne, consécutive à cette pression militaire de Moscou. (...)

Les critiques du communisme émanant de la gauche radicale ne désespèrent cependant pas qu'une crise du système, qu'ils souhaitent, débouche sur un authentique socialisme. Cet espoir va se conforter avec la réforme tchécoslovaque en 1968, se ressourcer même à l'aventure Solidarnosc en 1980 et, pour les plus tenaces, à la Perestroïka soviétique après 1985. Aux motivations idéologiques s'ajoutent cependant, dans les pays du tiers-monde, chez les tiers-mondistes et une partie des mouvements de la paix, d'autres considérations : l'Union soviétique, considérée un temps comme une alternative de développement, sera pour le moins perçue comme une alliée, un contrepoids à l'impérialisme des États-Unis. Ce qu'elle est effectivement ... on s'en rendra mieux compte après la disparition de l'URSS en 1991.

#### ***4.4. Les conversions à l'anticommunisme radical***

L'anticommunisme est certes le plus radical, le plus virulent à droite et à l'extrême-droite, dans tous les camps conservateurs et religieux, de la part du Vatican et, bien sûr, des forces fascistes et nazies que rejoignent par moment des courants de gauche : « nationaux-bolcheviks » allemands au sein du parti nazi des années vingt (les frères STRASSER), Parti Populaire Français de DORIOT, dissident du PCF, sociaux-démocrates ralliés au « socialisme national » sous l'occupation nazie, tel Henri DE MAN, président du Parti Ouvrier Belge. Pendant la guerre froide, c'est le camp euro-atlantique dirigé par les États-Unis qui voit se rallier à lui les nouveaux anticommunistes issus de la gauche antistalinienne.

Dans le camp du « monde libre » lors de la guerre froide s'activent la CIA et, partiellement financées par elle, les fondations « proactives » (Ford, Carnegie, Heritage, Rockefeller, Hoover, NED<sup>13</sup>, Freedom House, Soros) les réseaux clandestins du type Gladio qui ont recyclé d'anciens nazis, les divers fronts anticommunistes auxquels étaient liés l'extrême-droite et, parfois, des intellectuels de gauche et des dissidents convertis à la guerre froide antisoviétique la plus déchaînée.

L'anti-stalinisme et l'anticommunisme de gauche se sont nourris aux sources déjà citées de la social-démocratie, de l'anarchisme, du trotskisme. Si la plupart des critiques ont cherché à se situer dans une troisième voie – ni stalinisme, ni capitalisme – un certain nombre ont progressivement ou soudainement rejoint le « camp ennemi », estimant que le communisme soviétique s'identifiait réellement à un « totalitarisme » jumeau des fascismes ou à ce que le président américain Ronald REAGAN appellera « l'Empire du Mal ».

---

<sup>13</sup> National Endowment for Democracy, fondée par R. REAGAN en 1983, toujours très active dans la déstabilisation des régimes « autoritaires » en ex-URSS ou au Venezuela, dans les « révolutions colorées », le financement de centaines d'ONG « humanitaires ».  
Cf. <http://www.ned.org/> et [http://fr.wikipedia.org/wiki/National\\_Endowment\\_for\\_Democracy](http://fr.wikipedia.org/wiki/National_Endowment_for_Democracy)

Cette évolution est avant tout le fait d'intellectuels de gauche qui seront, pendant la guerre froide, recrutés ou du moins soutenus par les œuvres (discrètes) des services secrets américains.

Des écrivains célèbres signent des réquisitoires du stalinisme qui feront date – Arthur KOESTLER, George ORWELL, David ROUSSET – lesquels feront école au sein de l'intelligentsia de gauche. Un certain nombre rejoignent le Congrès pour la Liberté de la Culture fondé par la CIA en 1950, avec Arthur KOESTLER, l'ex-trotskyiste James BURNHAM, Karl JASPERS, Ernst REUTER, Nicolas NABOKOV, Ignazio SILONE, Raymond ARON, Heinrich BOELL. On retrouve, dans les activités et publications financées par le Congrès, les principaux nouveaux théoriciens du « totalitarisme » - assimilant nazisme et stalinisme : Raymond ARON et Hannah ARENDT. L'œuvre « antitotalitaire » d'ORWELL est exploitée par la CIA aux fins d'un anticommunisme de choc<sup>14</sup>. Auteur de « La Grande Terreur », qui fait autorité, Robert CONQUEST, ancien membre du PC britannique, fut engagé, lui, à l'Information Research Department (IRD) du Foreign Office chargé de la lutte contre le communisme.<sup>15</sup>

Très différente est la démarche d'un Jean-Paul SARTRE qui tente d'allier une critique constante à une solidarité de fait avec le « parti de la classe ouvrière », le PCF, avec lequel il rompt en 1956, suite à la tragédie de Budapest, mais sans jamais rejoindre le camp du « monde libre », ce qui lui sera souvent reproché. Après 1970, avec ses nouveaux amis maoïstes et bientôt post-maoïstes, SARTRE ralliera momentanément un autre front « antitotalitaire », aux côtés des « nouveaux philosophes » André GLUCKSMANN et Bernard-Henri LÉVY. Mais ces derniers vont plus loin et se rassemblent en 1984, avec des dissidents de l'Est, dont le Russe Vladimir BOUKOVSKI, au sein d'une « Internationale de la Résistance » qui, de concert avec les services américains, s'engage aux côtés des guérillas antirévolutionnaires au Nicaragua (les « contras ») et en Angola (la milice « Unita » soutenue par le régime de l'apartheid d'Afrique du sud). (...)

#### ***4.5. Malentendus : on ne parle pas du même « socialisme », ni du même « Staline »***

Il y eut donc, entre l'Est et la Gauche, surtout communiste et sympathisante, des liens organiques ou des sympathies fondées sur des objectifs communs ou convergents. Liens organiques pour les communistes – au travers du Komintern, du Kominform, des Conférences communistes mondiales et des relations bilatérales - liens matériels et financiers, à travers les sociétés commerciales profitant aux PC.

Liens politiques et institutionnels pour les partis socialistes – en Belgique également - les partis et mouvements progressistes et les organisations associées au CMP, à la FSM, à la FMJD, à l'UIE, à l'AIJD et autres « courroies de transmission » de Moscou<sup>16</sup>. Liens plus

<sup>14</sup> Cf. Frances Stonor SAUNDERS, voir biblio.

<sup>15</sup> [http://wapedia.mobi/en/Robert\\_Conquest](http://wapedia.mobi/en/Robert_Conquest)

<sup>16</sup> CMP : Conseil Mondial de la Paix, coordination des mouvements de la paix influencés ou contrôlés par Moscou et les PC dont, en Belgique, l'Union Belge pour la Défense de la Paix. (UBDP).

discrets via les ambassades et les services secrets, à propos desquels la discrétion est restée de mise.

Pour ceux qui s'opposaient aux impérialismes occidentaux, le contrepoids soviétique aux États-Unis n'était pas un vain mot : on le verra après 1991. De même la « peur du rouge » qui a pressé les classes dominantes, après 1917 et 1945, de concéder aux travailleurs d'importantes réformes politiques et sociales.

La « peur du rouge », en disparaissant après 1989, a donné les coudées franches aux politiques antisociales du néolibéralisme et aux expéditions militaires du Nouvel Ordre Mondial.

Mais ce que les gauches n'ont jamais compris de la politique soviétique, et plus généralement de la nature des régimes à l'Est, relevait de l'idéologie marxiste eurocentrée, de la projection sur l'Est de problématiques de gauche occidentales. L'URSS, la Chine, Cuba avaient pour « mission » (devoir ?) de réaliser le socialisme de leurs rêves, et si ce n'était pas le cas, on en dénonçait les « erreurs » ou les « trahisons ».

Dans un tel cadre de débat, il n'y eut jamais place que pour des jugements : « les Soviétiques sont fidèles à la révolution, non, ils l'ont trahie ». Juger, approuver, condamner, c'était la règle à gauche comme à droite. D'où l'espace, immense, d'incompréhensions et de malentendus.

La notion de « malentendu » paraît centrale pour comprendre les écarts qui se sont creusés, dans la perception du « socialisme », entre gens de l'Est, officiels ou contestataires, et gauches de l'Ouest. Les premiers, au fil des décennies, s'éloignent d'un socialisme imaginaire pour s'enfoncer dans l'expérience concrète du socialisme « réel ». Les deuxièmes se situent obstinément dans le domaine de l'imaginaire. Deux Histoires différentes s'élaborent sous le même nom de socialisme : l'Histoire du socialisme tel qu'il « se réalise » et l'Histoire du socialisme tel qu'on le rêve. Il est vrai que la réalité et le rêve se sont également chevauchés, et contredits, dans la conscience sociale à l'Est. Mais le débat, là-bas, s'inscrit dans la réalité. De plus, cette réalité que l'on dit « socialiste » a d'autres dimensions que « le régime » et l'idéologie ainsi nommés : les Russes, les Polonais, les Roumains, les Chinois et d'autres vivent aussi un destin national, une « patrie », une situation géopolitique – toutes choses qui échappent à l'entendement de l'idéologue occidental. Ce ne sera pas leur moindre surprise que s'entendre dire, plus tard, que tout compte fait, la révolution en Chine aura été une étape dans la construction d'une grande nation moderne.

---

FSM : Fédération Syndicale Mondiale, rassemblant des dizaines de millions de membres des syndicats communistes de l'Est et de l'Ouest et progressistes du tiers-monde. (La CGT et la CGIL étaient membres de la FSM).

FMJD : Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique, rassemblant les mouvements de jeunesse communistes, révolutionnaires, progressistes orientés vers Moscou.

UIE : Union Internationale des Étudiants. Équivalent de la FMJD pour les étudiants.

AIJD : Association Internationale des Juristes Démocrates, réunissant communistes et progressistes de diverses tendances.

#### **4.6. Ruptures et éclatement final du mouvement communiste**

L'unité scellée entre la république soviétique et les communistes et sympathisants occidentaux fut ébranlée à cinq reprises :

- ❖ la première fois, ce fut le pacte germano-soviétique de 1939, portant un coup énorme à la réputation du mouvement communiste comme leader de l'antifascisme. Mais les effets du Pacte furent rapidement résorbés par l'attaque nazie de l'URSS en juin 1941 et le rôle des communistes dans les résistances. Jamais le prestige de l'URSS et des PC ne fut aussi grand qu'en mai 1945.
- ❖ La deuxième fois, ce fut lors de la tragédie hongroise de 1956. L'effet fut atténué par les progrès ultérieurs de la déstalinisation.
- ❖ La troisième fois, ce fut au début des années 60, avec la scission du PC chinois. Cette rupture-là fut irréversible.
- ❖ La quatrième fois, ce fut avec la guerre des six jours de 1967, entre Israël et les pays arabes. Le parti pris de l'URSS en faveur des Arabes et des Palestiniens, la rupture de ses relations diplomatiques avec Israël, puis la campagne « antisioniste » à fort relents antisémites qui se déroula en Pologne ont eu pour conséquence d'éloigner de la cause soviétique et communiste de nombreux juifs qui avaient admiré l'URSS pour sa contribution à la défaite nazie puis, en 1948, à la fondation d'Israël. Il est vrai que ces défections-là, qui ont affecté les milieux intellectuels et ceux des PC qui comptaient de nombreux Juifs à des postes responsables, comme en Pologne, ont eu pour contrepartie la montée des sympathies prosoviétiques au sein du monde arabe.
- ❖ La cinquième fois, ce fut la crise tchécoslovaque de 1968. Celle-ci fut le point de départ d'un divorce lent mais définitif entre Moscou et la majeure partie des PC européens de l'Ouest.

Il est probable que si nous avons à traiter du regard porté sur l'URSS dans le tiers monde - un propos qui n'est pas le nôtre- il faudrait constater que c'est surtout la guerre contre un peuple musulman, en Afghanistan, qui a le plus nui à l'image « antiimpérialiste » de l'URSS. (...)

Les communistes et autres sympathisants de l'URSS en Europe occidentale ont alors tenté de gérer leurs rapports avec Moscou dans le cadre d'une « solidarité critique », selon une formule qui eut quelque succès parmi les communistes belges. Mais la « solidarité » a résisté de plus en plus mal à l'accumulation des « critiques » exprimées en public ou en privé par les responsables des partis.

Ce que le mythe communiste véhiculait... de malentendus, d'illusions et de mensonges devait inévitablement, et graduellement, sous l'effet des « révélations » officielles ou dissidentes, de la porosité croissante des frontières Est- Ouest, semer la désillusion. La masse des militants communistes n'avait plus grand chose de commun avec celle des bureaucrates carriéristes et cyniques des régimes de l'Est. Le joli nom « camarades » que chantait Jean FERRAT couvrait, ici et là, des réalités antinomiques. (...)

Au moment du grand tournant gorbatchévien de 1985, où en sont les gauches face aux pays de l'Est et à l'URSS ? Le discrédit idéologique de Moscou est quasiment total, n'était

le surgissement de ce réformateur inattendu et inouï, Mikhaïl GORBATCHEV, annonçant in extremis le renouveau du socialisme ! Les communistes occidentaux prosoviétiques font alors un ultime effort pour croire que ce qui vient de Moscou (cette fois, les réformes de GORBATCHEV) amènera une régénérescence du communisme. Les trotskistes annoncent à nouveau la « révolution politique » qui rétablira le pouvoir des travailleurs à l'Est, allant jusqu'à soutenir « le démocrate de gauche Boris ELTSINE » contre Mikhaïl GORBATCHEV jugé insuffisamment radical. Les maoïstes – en Belgique, le PTB<sup>17</sup> - mobilisés contre le « social-impérialisme » de l'URSS, accueillent les événements d'abord avec curiosité et même sympathie, avant de se rendre compte avec effroi de ce qu'ils appelleront une « contre-révolution de velours ».

Les directions des partis socialistes assistent, surpris mais pas mécontents, à la déchéance d'un communisme qu'ils ont réprouvé de tout temps. Ne serait-ce pas la revanche méritée du « menchevisme »<sup>18</sup>? Il est vrai que la social-démocratie internationale bénéficiera du ralliement d'une partie des directions communistes de l'Est. Une frange des PC polonais, hongrois, bulgare vont se « social-démocratiser ». Sans oublier, plus important, le PC italien ! On ne verra pas d'équivalent en Russie, ou le PC de Guennadi ZIOUGANOV vire au nationalisme, à l'instar des communistes serbes. Les PC tchèque et ukrainien sont les rares à se maintenir dans une tradition « orthodoxe », ne cédant ni au nationalisme, ni à la social-démocratie ou au libéralisme.

Original, le SED (Parti Socialiste Unifié de RDA) aura pour héritier un parti politique authentiquement à gauche, le PDS (Parti du Socialisme Démocratique) de Gregor GYSI qui, fusionnant avec la gauche social-démocrate ouest-allemande d'Oskar LAFONTAINE, formera le nouveau parti « Die Linke ». C'est un cas unique de glissement vers une gauche politique d'un ancien parti dirigeant à l'Est. Ce qui donne à penser que la culture politique de la RDA présentait une certaine « anomalie ». En somme, il y avait une culture de gauche en RDA.

La gauche « antitotalitaire » post-68 se voit confirmée dans son rejet plus récent du modèle soviétique, bien que ce rejet n'aille évidemment pas dans le sens rêvé par les rebelles de 1921 ou...du « joli mai » de 1968 ! Il est vrai que les idées d'autogestion, de justice sociale, d'écologie politique fleuriront à l'époque de la Glasnost ! Mais elles feront long feu. (...)

Les discours d' « idées » et de « valeurs » font écran à ces réalités de la géostratégie en marche, visant bien au-delà « du communisme », une puissance russe très affaiblie et, on le verra dans les années 90, proche de l'effondrement.

La gauche « antitotalitaire » fait partie de l'écran. Elle était déjà, au milieu des années 80, la caisse de résonance tardive de la guerre froide, au diapason de l'administration REAGAN, qui, elle au moins, était bien informée de l'affaiblissement catastrophique de la puissance soviétique. L'année 1984 – rappel au célèbre roman d'ORWELL – est propice à la présentation de l'URSS comme accomplissement d'un « totalitarisme » intégral et

<sup>17</sup> Parti du Travail de Belgique.

<sup>18</sup> Les « mencheviks » (minoritaires) modérés du Parti Social-Démocrate Ouvrier de Russie s'étaient opposés au radicalisme puis à la dictature des Bolcheviks (majoritaires).

tout-puissant. La presse du monde francophone- « Le Monde », « Libé », « Le Soir » -est pleine de ces frissons d'épouvante, y compris à l'évocation du « mythe réformiste » GORBATCHEV, une « légende » que l'on dit fabriquée par le KGB, « beau sourire et mâchoire de fer », selon l'expression d'un chroniqueur bruxellois.

Or, en 1985, l'URSS n'a plus que quelques années à vivre. Elle est riche d'une impressionnante « pluralité » d'intérêts, d'aspirations, d'opinions, aux antipodes du monolithisme apparent. Ce qu'ignore évidemment l'intelligentsia « de gauche » qui n'a d'autres sources que les journaux cités, leurs « nouveaux philosophes » et leurs « dissidents » attirés, eux aussi en retard d'une guerre.

L'un des ultimes malentendus Est-Gauche porte en somme sur la réalité de ce « totalitarisme », de cette « toute-puissance » et du prétendu « immobilisme » de l'URSS en proie aux « glaciations éternelles du communisme ».

A l'opposé, dans les PC prosoviétiques, on a d'abord cru au « sauvetage du socialisme » par GORBATCHEV, sans trop se demander de quels malheurs il devait être « sauvé », puis, voyant évoluer la Perestroïka vers la dislocation « du socialisme », de l'URSS et du camp socialiste, la répudiation par les dirigeants soviétiques eux-mêmes des valeurs les plus sacrées, on s'est mis à chercher les « menées extérieures » et les « cinquièmes colonnes de l'ennemi » qui avaient bien pu pousser cette formidable puissance à se dissoudre dans la « contre-révolution de velours ». Sans trop se demander comment l'ennemi a bien pu prendre la forteresse...par le donjon<sup>19</sup>.

Ainsi finit, dans la confusion et la douleur, l'Histoire mouvementée de l'internationalisme prolétarien et des relations malheureuses entre les gauches d'Occident et les pouvoirs communistes des « pays de l'Est ». Les PC ont perdu le noyau fondateur de leur identité politique, les forces sympathisantes et alliées du tiers-monde ont perdu un puissant appui. Les anciens Soviétiques, et la Russie tout spécialement ont aussi perdu leur plus vaste auditoire de sympathisants de tous les temps.

Cette Histoire « communiste » du monde soviétique n'était, en somme, qu'une partie – la plus lyrique et romantique, sinon la plus tragique- de l'Histoire vraie de la révolution russe, de l'URSS et de son « camp socialiste ». De plus en plus étrangère aux idéalistes en tout genre, cette Histoire bien différente de son « double » rêvé, suivait son propre chemin.

Jean-Marie Chauvier  
Septembre 2008

---

<sup>19</sup> On prête l'expression à Alexandre IAKOVLEV, membre du Politburo et « idéologue de la Perestroïka ». De son propre aveu, il avait dès le départ conçu le démantèlement du système. La « prise par le donjon » ne serait donc pas qu'une image !